

Le moral dans ses chaussettes, le Président burundais tire sa révérence.

C'est le 29 décembre 09, depuis Buhiga à Karuzi, que le Président burundais, Pierre Nkurunziza, a tenu sa dernière conférence publique en se prêtant, en direct, multiplexe et temps réel, aux questions de la population. Mais comme prévu, les intervenants étaient techniquement triés sur le volet pour les besoins de la cause/campagne. Nombreux sont en effet ceux qui appelaient pour fondre en larmes devant la beauté et l'immensité du travail abattu par notre chère Président en cinq ans de règne. Pourtant, contrairement aux années antérieures, Pierre Nkurunziza semblait, cette fois, avoir déjà pris la mesure de la démesure de ses gaffes inégalables. Les journalistes qui ont couvert cet événement sont unanimes à le confirmer même s'ils avaient été préalablement soudoyés à coups de millions de francs burundais pour enjoliver un tant soit peu son bilan lamentablement désastreux. « Les temps ont changé et le fonds d'appui aux médias que je vous avais promis est supprimé, vous ne le trouverez pas dans la loi budgétaire 2009 car les bailleurs de fonds ont tendance à fermer les vannes arguant que nous répondons de moins en moins à leurs conditionnalités, il faut serrer la ceinture », leur a confié le Président burundais, un brin réaliste. C'est précisément là que le bât blesse pour le pouvoir CNDD-FDD en voie d'extinction : les conditionnalités des donateurs. Ces derniers tiennent mordicus au respect des droits de l'homme et à la bonne gestion de la chose publique. Et le Président à sortir est à l'antipode de ces attentes du monde libre.

Politique et sécurité

Le Burundi mettra du temps pour se dégager de l'abîme profondément abyssal dans lequel l'a plongé le CNDD-FDD sous l'égide du Président Pierre Nkurunziza, cinq ans durant. Dopé par sa fulgurante ascension, tiré du néant/maquis pour être catapulté au sommet d'un Etat qu'il avait énergiquement sapé dans tous ses fondements, Pierre Nkurunziza et son labo luciférien ont ourdi, dès les premières heures de son règne, un plan de liquidation des insoumis notamment sous estampille FNL-Palipehutu. Ils ont signé les massacres de Muyinga en juin 2006. Pour mettre aux rancarts les autres opposants gênants, A l'aube de leur mandat, Nkurunziza et sa clique ont tout aussi diaboliquement inventé un vrai faux putsch afin de mettre au noir des innocents, torturer, déshumaniser/réfier les leaders/symboles de la communauté tutsie, en l'occurrence l'ancien Vice-président de la République Alphonse Kadege, le colonel Damien Ndarisigaranye (guérilleros), Maître Isidore Rufyikiri et Déo Nkuzimana. Mais la justice a heureusement blanchi les suspects et le Président Nkurunziza a mangé son chapeau, lui qui avait cru et fait croire à l'histoire du putsch. Sous la houlette du tyran Hussein Rajabu, le sinistre labo du CNDD-FDD a mis sur pied une bande de terroristes pour semer le chaos dans le pays. Des grenades ont été larguées sur des innocents dans divers bistrot des communes urbaines de Ngagara, Cibitoke, Musaga et Nyakabiga. A l'instar d'un bateau ivre, le Burundi a continué à voguer sans espoir d'accoster, tenu en bride par le parti CNDD-FDD, lui-même traversée par de sérieuses dissensions internes qui culmineront par l'éjection du matador Hussein Rajabu, président du CNDD-FDD, et, dans son sillage, une kyrielle de sympathisants. Le gourou et ses inconditionnels finiront leur course à la prison centrale de Mpimba.

Mais les institutions de la République sont restées tétanisées et paralysées, entre les mains cruelles de Pierre Nkurunziza et son noyau diabolique fait d'indéboulonnables généraux qui font et défont allègrement les carrières.

Grosso modo, la page «droits de l'homme » est restée désespérément sombre tout au long de cette législature de triste mémoire : violations massives des droits de l'homme, privation éhontée des droits et autres libertés politiques, pillages inégalés des deniers publics, bradage du patrimoine de l'Etat, tueries à grande échelle, viols, vols à main armée, emprisonnements, à la pelle, des voix malsonnantes (syndicalistes, journalistes, acteurs politiques, etc.), tout y est passé.

Des crimes économiques inédits.

Le pouvoir CNDD-FDD aura été marqué de bout en bout par des hold-up sans précédent, curieusement orchestrés par l'Etat et ses principaux commis. Relevons quelques exemples pour illustrer cet esprit de piller à tout va : D'entrée de jeu, le Président de la République a bradé son propre jet (Falcon 50). Choquée par ce marché aux relents de malversations économiques et de détournement de deniers publics, la communauté internationale a exigé plus de lumière dans ce dossier. Une commission d'enquête parlementaire a été mise sur pied pour analyser les véritables conditions de vente de cet avion ; mais son rapport gît dans le tiroir du Président de l'Assemblée, incapable de le publier au risque de confondre le Chef de l'Etat. «Nous sommes un gouvernement démocratique, nous aurions même pu le donner gratuitement », avait insolemment réagi devant un parterre de diplomates médusés, Kalenga Ramadhan, alors ministre de la Communication et porte-parole du Gouvernement. Mais aussi inégalée qu'elle fût, la cession quasi gratuite du Falcon 50 n'était qu'un coup d'essai, prélude à de nombreux autres dossiers de gangstérisme d'Etat. C'est ainsi qu'il y eut l'affaire « Interpetrol » qui a coulé la ministre des Finances Denise Sinankwa. Les leaders du CNDD-FDD ont, de manière ostentatoire, activement participé à l'exportation frauduleuse du sucre « SOSUMO ». Sous prétexte d'appuyer la construction des écoles et autres centres de santé dans le pays, le Président de la République s'est doté d'une ligne budgétaire également inédite : appui aux bonnes initiatives. Le parlement lui a ainsi accordé 2 milliards de francs burundais à gérer de manière discrétionnaire. Le gros de ce magot a terminé sa course dans la besace du Chef de l'Etat ou, dans une moindre mesure, de son parti, CNDD-FDD. En témoigne l'agent de l'Observatoire de lutte contre la corruption et les malversations économiques (OLUCOME) qui, en commune Matongo de la province Kayanza (nord) a saisi des tôles estampillées « République du Burundi, appui aux bonnes initiatives » sur la maison qui fait office de permanence du CNDD-FDD. Le culte immodéré que le Chef de l'Etat voue aux avocats procède aussi d'une volonté de siphonner la caisse de l'Etat en se ménageant des poches de marchés controversés et parfois fictifs. Et que dire du dossier SINELAC qui allait engouffrer près de 40 milliards de francs burundais ? Et le juteux et vaste marché des plaques d'immatriculations curieusement accordé au gré à gré à une société ougandaise ? Et le marché d'exploitation du nickel de Musongati ? Difficile d'être exhaustif sur ce chapitre car le pillage de l'Etat est devenu un mode de gestion de l'Etat sous le CNDD-FDD. Que Dieu ait politiquement son âme !